

CRAC. L'association milite pour l'abolition de la corrida. Elle tente de mobiliser à travers une pétition nationale

Les anticorrida maintiennent la pression



Le CRAC ajoutera bientôt la mention « pour la protection de l'enfance » à son nom.
(photo jean-daniel chopin)

Le CRAC Europe, Comité radicalement anti-corrida, a réuni la presse samedi, à Bayonne. Objet central de la communication : la pétition lancée au niveau national par ceux qui préfèrent se nommer « abolitionnistes » que antitaurins. Les antitaurins revendiquent 900 signatures, dont les paraphes de personnalités de divers univers (Jean Ferrat, Yann Arthus-Bertrand, Bernard Werber...) qu'ils présentent dans leur fascicule de communication : « Le livret de l'abolitionniste ».

Pour évoquer cette collecte contre la corrida, la présidente du CRAC Europe, Hélène Vaquier, avait réuni son vice-président Jean-Pierre Garrigues, la journaliste de Charlie Hebdo et porte-parole nationale Luce Lapin, et la déléguée pour les Pyrénées-Atlantiques Jénofa Cuisset. Cette dernière a relayé la pétition dans le département et récolté, notamment dans le Pays Basque, 168 signatures.

Référendum

« À ma grande surprise, cela a été facile, alors que j'annonçais comme une boutade que nous ferions la fête si nous en récoltions 100 ». Pour elle et les « abolitionnistes », c'est la preuve que la corrida n'est pas un fait majoritaire localement. « Il y a beaucoup de gens qui sont contre sans forcément militer », estime-t-elle.

Jean-Pierre Garrigues partage évidemment cette certitude et formule son prolongement selon lui naturel : « Nous plaidons pour un référendum sur la corrida. C'est tout simplement l'expression de la démocratie. » Précision que jeudi, en Catalogne, les élus régionaux doivent voter sur cette même question (lire ci-dessus). Dans le droit fil de ce raisonnement, ses considérations glissent sur l'argent public investi dans les spectacles taurins. « On ne peut pas faire payer la note de ces spectacles déficitaires d'un point de vue financier à une majorité de citoyens qui s'y opposent. » De citer évidemment Bayonne en exemple. Précisons qu'en 2009, après basculement en régie de l'organisation, la Ville de Bayonne annonce l'équilibre financier en ce qui concerne les corridas, et même un excédent proche de 40 000 euros (les novilladas son encore déficitaires de 60 000 euros environ).

Peu importe aux « anti » : le moindre centime public investi dans la corrida, fut-elle rentable, sera toujours un centime de trop. Le CRAC a donc engagé des démarches auprès des villes taurines pour connaître la comptabilité de l'activité taurine en général. « Évidemment, nous attendons des réponses à nos courriers répétés, qui ne viennent pas ». Ils sollicitent la Cada (Commission d'accès aux documents administratifs).

Auteur : P. P